

La Fête du travail 2028

Partage international n° 329 - Février 2016

par Robert Reich

En 1928, le célèbre économiste John Maynard Keynes assurait que cent ans plus tard (en 2028) la technologie aurait tellement progressé qu'elle remplacerait tout travail, et que nul n'aurait plus à s'inquiéter de gagner de l'argent.

« Pour la première fois depuis sa création l'homme sera confronté à son véritable problème : comment utiliser sa liberté sans se soucier de la pression économique ; comment occuper le temps libre. »

Il nous reste treize ans avant d'atteindre l'année annoncée par J. M. Keynes, mais nous n'en prenons pas le chemin. Les Américains travaillent plus dur que jamais.

On peut prouver que J. M. Keynes avait raison concernant le progrès technologique : nous avons déjà l'imprimante 3-D, les voitures sans chauffeur, les drones de livraison.

Mais il a négligé une énorme question : comment redistribuer les profits issus de ces merveilleuses inventions qui nous épargnent du travail, afin que chacun ait l'argent nécessaire pour disposer du temps libre qu'elles procurent ? Sans cette règle du jeu, la plupart d'entre nous sommes condamnés à travailler toujours davantage pour compenser les revenus perdus à cause des technologies qui remplacent le travail.

Ces technologies remplacent même les professionnels du savoir. C'est une raison majeure pour laquelle les diplômés universitaires n'offrent plus systématiquement des salaires élevés ni une plus grande part de la richesse économique. Depuis 2000, la grande majorité des diplômés de l'université n'a pas eu, ou peu, d'augmentation de revenus.

Un revenu minimum de base pour tout le monde

Le modèle économique qui a prédominé pendant la majeure partie du XXe siècle a été celui d'une production de masse par un grand nombre pour une consommation de masse par un grand nombre. Mais

le modèle vers lequel nous allons est celui d'une production illimitée par un petit nombre pour la consommation du peu de gens qui peuvent se l'offrir.

Le ratio salariés/clients connaît déjà une baisse faramineuse. Lorsque l'an dernier Facebook a acheté la société de messagerie WhatsApp's pour 19 milliards de dollars, cette dernière comptait 55 salariés au service de 450 millions de clients. Lorsque de moins en moins de travailleurs peuvent produire de plus en plus, les profits vont à un cercle toujours plus restreint de cadres et d'actionnaires. Le cofondateur et PDG de WhatsApp's, Jan Koum, a obtenu 6,8 milliards de dollars lors de cette vente.

Ceci laissera le reste d'entre nous avec moins d'emplois bien rémunérés et moins d'argent pour acquérir les biens produits, car nous sommes poussés dans le secteur économique peu rémunérateur des services à la personne. Ce qui signifie en définitive moins de profits pour la poignée de dirigeants milliardaires et de propriétaires investisseurs car les consommateurs potentiels ne peuvent pas acheter ce qu'ils vendent.

Que faire ? Nous pourrions essayer de prélever un gigantesque impôt sur les revenus des milliardaires et distribuer leurs profits à tout le monde. Mais même si c'était politiquement réalisable, les riches seraient tentés de placer leurs avoirs à l'étranger ou de s'expatrier.

Supposons que nous nous intéressions plutôt aux brevets et aux dépôts de marques par lesquels les Etats protègent l'ensemble de ces nouvelles inventions. Cette protection détermine la valeur des ces inventions. Si les brevets ne duraient que trois ans au lieu des vingt ans actuels, par exemple, What'sApp vaudrait seulement une petite fraction de ces 19 milliards de dollars - car après trois ans tout le monde pourrait reproduire gratuitement sa technologie de messagerie.

Au lieu de raccourcir la durée des brevets, pourquoi ne pas donner à chaque citoyen une partie des profits provenant des brevets et marques protégés par le gouvernement ? Ce serait une condition pour recevoir une telle protection. Disons, par exemple, 20 % de tous ces profits seraient répartis à parts égales entre tous les citoyens de plus de 18 ans. Cela constituerait un revenu minimum de base pour tout le monde. La somme serait suffisante pour assurer un

niveau de vie minimum décent, y compris l'argent pour acheter les technologies qui les libéreraient de la nécessité de travailler. Toute personne qui souhaiterait améliorer son minimum de base pourrait bien sûr choisir de travailler – même si, comme indiqué plus haut, la plupart des emplois seraient payés modestement.

Cette proposition serait bonne pour la poignée de dirigeants milliardaires et les actionnaires, car cela leur assurerait d'avoir des clients disposant d'assez d'argent pour acheter leurs gadgets qui libèrent du travail. Ce revenu minimum de base permettrait aux gens d'exercer tout art ou toute activité donnant un sens à leur vie. Cela permettrait à la société de jouir des fruits de ces œuvres artistiques ou activités bénévoles.

Nous créerions donc le type de société que J. M. Keynes a prédit pour 2028 : une erre d'abondance technologique où personne n'aurait besoin de travailler.

[Reproduit avec l'aimable autorisation de l'auteur]

Robert B. Reich est professeur émérite de science politique à l'Université de Californie, à Berkeley, et membre éminent du centre Blum pour les économies en

développement, il a été secrétaire d'Etat au travail dans l'administration Clinton. *Time Magazine* l'a honoré comme l'un des dix secrétaires d'Etat les plus efficaces du XX^e siècle. Il est l'auteur de 14 livres dont les best-sellers *Afterstock (Le jour d'après, traduit en français)*, *The Work of Nations* et *Beyond Outrage*. Il est aussi fondateur et rédacteur en chef de la revue américaine *Prospect* et président de *Common Cause*. Son film, *Inequality for all (Inégalité pour tous, traduit en français)* est disponible sur Netflix, iTunes et Amazon. Son dernier livre *Saving Capitalism : For the Many, Not the Few, (Sauver le capitalisme pour la majorité non pour un petit nombre)* est sorti le 29 septembre 2015.

Auteur : Robert Reich, professeur émérite de science politique à l'Université de Californie, à Berkeley, et membre éminent du centre Blum pour les économies en développement, il a été secrétaire d'Etat au travail dans l'administration Clinton. *Time Magazine* l'a honoré comme l'un des dix secrétaires d'Etat les plus efficaces du XX^e siècle.

Thématiques :

Rubrique : [Divers](#) ()